

Déclarations de ministres

et, malheureusement pour les États-Unis, un déficit substantiel de leur côté.

Je suis heureux d'avoir l'occasion d'accueillir le premier ministre à son retour de voyage. Après la splendeur des voyages dans le monde, il va devoir s'occuper quotidiennement des banques, du thon et le reste . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien: . . . et nous nous assurerons qu'il ait autant de plaisir au Canada qu'il en a eu à l'étranger.

Des voix: Bravo!

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je tiens moi aussi à accueillir chaleureusement le premier ministre (M. Mulroney) à son retour de voyage. Au départ, je tiens à le féliciter au nom de mon parti pour l'attitude généralement très constructive qu'il a adoptée lors des réunions où il a représenté les Canadiens à l'étranger.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Le premier ministre a abordé de nombreuses questions importantes dans la déclaration qu'il nous a faite. Il a parlé des Nations Unies en tant qu'organisme, du Commonwealth, des réunions du FMI à Séoul, des négociations commerciales avec les États-Unis et de l'importance de régler rapidement et de façon efficace le problème des pluies acides, entre autres choses.

Je voudrais me limiter à deux importantes questions auxquelles le premier ministre a consacré plus de temps qu'aux autres. Je veux parler plus particulièrement de la situation en Afrique du Sud, et de la réponse du Commonwealth à ce problème ainsi que de la prochaine réunion entre le président Reagan et le secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique, M. Gorbachev.

Tout d'abord, permettez-moi d'aborder la question de l'Afrique du Sud. Sans vouloir me lancer dans une grande attaque verbale, je tiens à préciser que je partage totalement, comme la très grande majorité des Canadiens, les nobles sentiments exprimés par le premier ministre dans son discours aux Nations Unies au sujet de l'abomination morale que constitue l'apartheid. Quoi qu'on puisse dire au sujet d'autres régimes du monde, et il y en a beaucoup dont les Canadiens n'ont pas une haute opinion en ce qui a trait au respect des libertés civiles en particulier, aucun autre régime au monde, à ma connaissance, ne divise les êtres humains en fonction de leur race, pour ce qui est de leurs droits. A ce stade-ci de notre histoire, tous les hommes et toutes les femmes du monde entier, quelles que soient leurs divergences sur le plan politique ou économique, devraient être unis par le même désir de faire disparaître cette plaie que constitue le racisme. Je félicite le premier ministre pour la façon dont il a abordé cette importante question dans sa déclaration aux Nations Unies.

Je reconnais le rôle important et difficile que le premier ministre, en qualité de chef de gouvernement d'un des principaux pays membres du Commonwealth, a eu à jouer en s'efforçant de réunir un consensus sur cette question cruciale, et il faut se réjouir qu'on y soit parvenu. Comme il importe que le

Commonwealth continue d'exister, je reconnais qu'il s'agissait là d'un objectif prioritaire et exigeant que s'était fixé le premier ministre.

D'un autre côté, un consensus auquel participe Margaret Thatcher sur cette question cruciale ne pourra vraisemblablement pas, à mon avis, être très efficace. Je le dis bien franchement. Je crois bien que le premier ministre, s'il pouvait le dire publiquement, serait peut-être même d'accord avec moi. Mais il s'était fixé pour tâche de réunir un consensus auquel le Commonwealth a manifestement fini par arriver. Il aurait été bon de voir les chefs de gouvernement du Commonwealth dans une certaine situation ou d'une certaine façon argumenter avec Margaret Thatcher sur cette question. Je ne doute bien sûr pas que cette dernière s'oppose au racisme. Là n'est pas la question. Je ne pense pas que sa réputation à cet égard soit ni pire ni meilleure que celle de n'importe qui à la Chambre ou pire que celles des autres chefs de gouvernement des pays du Commonwealth. Mais je déplore totalement qu'elle ait été si peu disposée en principe à prendre le genre de mesures rigoureuses qui se seraient imposées. Si elle avait agi, je suis convaincu que le reste des pays du Commonwealth auraient été prêts à lui emboîter le pas. Je le déplore. Nous connaissons maintenant le consensus auquel on en est arrivé, et nous sommes impatients de voir ce qu'il donnera.

Nous le saurons véritablement, comme chacun à la Chambre le sait et comme le savent les habitants et surtout la majorité noire de l'Afrique du Sud, après avoir observé le régime de l'Afrique du Sud au cours des six prochains mois pour voir s'il y réagit de façon positive et constructive en prenant des mesures pour supprimer l'apartheid. La réaction initiale du gouvernement sud-africain n'a pas été encourageante. Il a déclaré, plutôt à la façon de l'Union soviétique quand on soulève de telles questions, que la question des droits fondamentaux et des libertés humaines est une affaire interne.

L'un des grands progrès qui a vu le jour au cours du XVII^e siècle et qui a fini graduellement par s'imposer dans l'esprit de la plupart des hommes politiques et des habitants de la plupart des pays, c'est que les droits fondamentaux de la personne ne concernent pas exclusivement les gouvernements nationaux, mais doivent, de par leur nature même, nous concerner tous. Nous avons le droit moral d'en discuter non pas seulement lorsqu'il s'agit de nos concitoyens, mais aussi lorsqu'il s'agit des êtres humains de tous les coins du globe.

Des voix: Bravo!

M. Prud'homme: Et sans nous montrer sélectifs.

M. Broadbent: Évidemment. Le gouvernement d'Afrique du Sud a déjà répondu qu'en fait, il ne prendrait pas la déclaration du Commonwealth au sérieux parce qu'elle constitue une ingérence dans les affaires de l'Afrique du Sud, dont le gouvernement a le droit de léser la majorité de la population dans ses droits fondamentaux. La violence en Afrique du Sud a continué depuis cette déclaration émise par les chefs de gouvernement du Commonwealth.